

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
25 avril 2022
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 100 de l'ordre du jour
Désarmement général et complet**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année**

**Lettres identiques datées du 23 avril 2022, adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à nos précédentes lettres dans lesquelles nous avertissions de la possible mise en scène d'actes de provocation, à savoir l'utilisation de substances chimiques et biologiques sur le territoire ukrainien par le régime de Kiev et ceux qui le soutiennent, je tiens à appeler votre attention sur la question urgente ci-après soulevée par notre Ministère de la défense lors d'un point de situation fait le 23 avril 2022.

Selon les informations reçues par notre Ministère de la défense, le régime de Kiev se préparerait, avec le soutien des États-Unis d'Amérique, à se livrer à des actes de provocation afin d'accuser les forces armées russes d'employer des armes chimiques, biologiques ou nucléaires tactiques.

Pour l'instant, trois scénarios se dessinent.

Le premier scénario, et le plus probable, est fondé sur la mise en scène d'une attaque sous « faux pavillon ». Dans ce cas de figure, des armes chimiques ou biologiques pourraient véritablement être employées et faire des victimes parmi les civils, ou un « sabotage russe » de sites de production de composantes d'armes de destruction massive être mis en scène.

Nous avons des raisons de penser que le régime de Kiev et ceux qui le soutiennent prévoient de mettre en œuvre un tel scénario à Kiev et à Kharkov, dans des installations chimiques et biologiques. Des actes de provocation peuvent être commis également dans des sites de production d'énergie nucléaire, notamment à la centrale nucléaire de Zaporojie, sous le contrôle de la Fédération de Russie. Le 21 avril 2022, nos forces armées ont fait obstacle à un convoi de 10 véhicules à moteur qui tentait d'acheminer des produits dangereux vers cette centrale nucléaire.

Par ailleurs, il semblerait que le régime de Kiev réfléchit à la possibilité de frapper le site de stockage de déchets radioactifs situé dans l'ancienne usine chimique de Pridneprovski dans la localité de Kamenskoïe (région de Dniepropetrovsk).



Le deuxième scénario repose sur l'emploi occulte d'armes de destruction massive en petites quantités, à des fins tactiques, par le régime de Kiev et les groupes radicaux, qui, selon les informations disponibles, prévoyaient de le faire dans l'usine Azovstal dont des groupes radicaux ont pris et conservent le contrôle. Cependant, la décision des responsables russes d'annuler l'assaut a fait capoter ces plans.

Le troisième scénario peut comprendre l'emploi d'armes de destruction massive par le régime de Kiev et les groupes radicaux sur le champ de bataille s'ils ne parviennent pas à prendre le dessus par des moyens classiques. Nous ne pouvons exclure qu'un tel scénario soit envisagé pour Slaviansk et Kramatorsk, qui ont été transformés en sites fortifiés.

L'hypothèse susmentionnée est corroborée par le fait que les États-Unis d'Amérique ont déjà fourni à l'Ukraine des antidotes spéciaux contre des substances toxiques. Rien qu'en 2022, les États-Unis ont transféré vers l'Ukraine plus de 220 000 flacons d'atropine, ce qui porte aussi à croire que l'organisation d'actes de provocation, à savoir l'utilisation d'agents neurotoxiques, est en cours.

Les conclusions ainsi tirées sont étayées par le fait que, le 21 avril 2022, un conteneur renfermant des ampoules a été largué d'un drone sur les positions de forces russes. Il était prévu que la destruction de ces positions déclenche une réaction chimique qui devait entraîner une explosion et un incendie, et libérer des substances toxiques ne figurant pas sur les listes établies conformément à la Convention sur les armes chimiques. Le laboratoire 27 du centre scientifique du Ministère russe de la défense, homologué par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), analyse la substance contenue dans les ampoules. Les résultats de cette analyse seront envoyés au Secrétariat technique de l'OIAC conformément aux procédures établies.

Nous tenons à souligner que la mise en scène de l'utilisation de substances chimiques dans le cadre d'actes de provocation flagrante est un scénario à répétition bien connu. Les États-Unis et leurs alliés y ont largement recours pour accuser les gouvernements qui ne veulent pas céder aux pressions qu'ils exercent. En Syrie et en Iraq, ils ont saisi de tels prétextes pour lancer une agression armée contre des États souverains. La communauté internationale ne doit pas de nouveau être induite en erreur.

Le texte intégral du point de situation fait par le Ministère russe de la défense peut être consulté à l'adresse suivante : https://eng.mil.ru/en/news_page/country/more.htm?id=12418529@egNews.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 100 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily **Nebenzia**